



## Conseil d'administration

317<sup>e</sup> session, Genève, 6-28 mars 2013

GB.317/INS/12(&Corr.)

Section institutionnelle

INS

Date: 14 février 2013

Original: anglais

### DOUZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

## Rapport du Directeur général

#### Objet du document

Le présent rapport contient un résumé des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration au sujet des avis de décès, de l'évolution de la législation internationale du travail, de l'administration interne et des publications et documents, comme il est indiqué dans la table des matières.

Le Conseil d'administration est invité à approuver les projets de décision figurant aux paragraphes 6 et 12.

**Objectif stratégique pertinent:** Sans objet.

**Incidences sur le plan des politiques:** Aucune.

**Incidences juridiques:** Aucune.

**Incidences financières:** Aucune.

**Suivi nécessaire:** Aucun.

**Unité auteur:** Service des relations officielles (RELOFF).

**Documents connexes:** Aucun.



*Table des matières*

	<i>Page</i>
I. Avis de décès .....	1
II. Evolution de la législation internationale du travail.....	3
III. Administration interne .....	7
IV. Publications et documents.....	8



## I. Avis de décès

### M. Abraham Katz

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 5 février 2013, de M. Abraham Katz, ancien membre employeur du Conseil d'administration du Bureau international du Travail et ancien président de l'Organisation internationale des employeurs.
2. Né le 4 décembre 1926 à New York, Abraham Katz était titulaire d'une licence en lettres obtenue au Brooklyn College en 1948, d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université de Columbia et d'un doctorat en sciences politiques de Harvard. Il parlait l'anglais, le français, l'espagnol et l'hébreu, et avait étudié le russe au Foreign Service Institute. Au cours d'une carrière de plus de cinquante ans, il allait occuper diverses fonctions à travers le monde et travailler pour le Service diplomatique des Etats-Unis pendant trente-quatre ans, d'abord comme fonctionnaire des Affaires étrangères. A la fin des années cinquante, il était membre de la Commission présidentielle sur les pratiques économiques mondiales, avant d'être nommé conseiller pour les Affaires économiques à Moscou au milieu des années soixante. Au milieu des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, Abraham Katz vivait à Paris, où il occupait d'abord les fonctions de chef adjoint de la Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), puis, dès 1981, celles de représentant des Etats-Unis à l'OCDE nommé par le Président Ronald Reagan. Il avait pris sa retraite en 1999 après avoir occupé le poste de président du Conseil des Etats-Unis pour les entreprises internationales (USCIB) depuis 1984, et avait ensuite assumé la présidence de l'Organisation internationale des employeurs de 2006 à 2008.
3. Abraham Katz était entré au Conseil d'administration du Bureau international du Travail en 1984 en tant que membre du groupe des employeurs. Il avait été vice-président employeur de la Commission de l'emploi et de la politique sociale dès la création de celle-ci, en 1986, fonction qu'il allait assumer jusqu'à sa retraite en 1999. Il avait en outre été nommé membre de la Réunion préparatoire tripartite sur l'emploi et les adaptations structurelles à la 235<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (mars 1987). Fervent défenseur du monde de l'entreprise dans les forums internationaux, il suscitait le respect pour ses idées dans les domaines des sciences politiques et de l'économie.
4. Durant sa carrière, Abraham Katz avait reçu de nombreuses distinctions, dont le prix du leadership international de l'USCIB en 1998, et le Meritorious Service Award décerné par le Département d'Etat des Etats-Unis. Lorsqu'il avait quitté ses fonctions au Conseil d'administration, celui-ci, à sa 274<sup>e</sup> session (mars 1999), lui avait rendu un vibrant hommage. Le groupe des travailleurs avait souligné tout particulièrement les efforts qu'il avait déployés pour parvenir à ce que la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail soit adoptée.
5. Apprenant la nouvelle de son décès, M. Guy Ryder, Directeur général du Bureau international du Travail, a déclaré: «Abraham Katz était un homme juste et ouvert dans ses rapports professionnels, y compris avec les personnes assises de l'autre côté de la table. C'était un homme formidable par ses connaissances et sa maîtrise de questions complexes.» Le sens de l'humour d'Abraham Katz et sa personnalité originale étaient appréciés de tous ceux qui l'ont rencontré et qui ont travaillé avec lui. Il laissera le souvenir d'un homme d'une grande intégrité, qui n'avait jamais peur de dire ce qu'il pensait.

## **Projet de décision**

- 6. *Le Conseil d'administration invite le Directeur général à transmettre ses condoléances au gouvernement des Etats-Unis, au président de l'Organisation internationale des employeurs ainsi qu'à la famille de M. Abraham Katz.***

## **M. Rolf Thüsing**

- 7.** Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 4 février 2013, de M. Rolf Thüsing, ancien vice-président du Comité exécutif de l'Organisation internationale des employeurs et ancien Vice-président employeur du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.
- 8.** Rolf Thüsing était né en Allemagne le 9 novembre 1934, et avait étudié le droit dans les Universités de Heidelberg et de Cologne. Pendant plus de trente ans, il avait travaillé à la Confédération des associations allemandes d'employeurs, où il avait commencé sa carrière en 1966. Il était devenu membre du Conseil exécutif de la confédération en 1991. C'est dès 1991 également qu'il assumait les fonctions de délégué employeur allemand à la Conférence internationale du Travail. Une année plus tard, il devenait membre du Conseil d'administration du BIT. L'Organisation internationale des employeurs l'avait élu vice-président de son Comité exécutif en 1998, en reconnaissance de son action. Il était aussi devenu Vice-président employeur du Conseil d'administration du BIT cette année-là, fonction qu'il allait occuper jusqu'en juin 2001.
- 9.** Ses contributions aux débats des sessions du Conseil d'administration étaient largement applaudies tant par ses collègues employeurs que par les représentants des travailleurs et des gouvernements. En 1999, durant l'examen du Rapport du Directeur général sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés, Rolf Thüsing avait déclaré que la création d'emplois dans le secteur privé était le moyen le plus fiable de réduire le chômage. Il avait mis l'accent sur l'appui apporté par le Bureau international du Travail dans le cadre de ses programmes, et dit sa conviction que les organisations d'employeurs et de travailleurs devaient être renforcées pour encourager le dialogue social. Il avait aussi souligné l'importance de dispenser une formation aux jeunes des territoires arabes occupés afin qu'ils puissent devenir des entrepreneurs indépendants.
- 10.** Les membres du Conseil d'administration se souviendront surtout de Rolf Thüsing pour son rôle de premier plan dans les discussions qui avaient abouti à l'adoption de la résolution concernant le recours généralisé au travail forcé au Myanmar à la 88<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail (1999). Unissant ses efforts à ceux du Vice-président du groupe des travailleurs, Lord Bill Brett, il avait exprimé les points de vue des employeurs et aidé le Conseil d'administration à parvenir à un consensus sur cette résolution.
- 11.** Rolf Thüsing était aussi l'auteur respecté de plusieurs ouvrages sur la participation des travailleurs, la politique sociale européenne et le droit européen des sociétés. Il avait en outre participé à de nombreux comités et groupes de travail nationaux et européens. Il manquera beaucoup à tous ceux qui ont eu le plaisir de travailler à ses côtés et qui ont pu, ainsi, apprécier sa capacité d'appréhender tous les aspects des problèmes complexes et sa foi dans le pouvoir du dialogue social pour résoudre ces problèmes.

## **Projet de décision**

12. *Le Conseil d'administration invite le Directeur général à transmettre ses condoléances au président de l'Organisation internationale des employeurs ainsi qu'à la famille de M. Rolf Thüsing.*

## **II. Evolution de la législation internationale du travail**

### **Ratification des conventions**

13. Depuis les informations soumises à la 316<sup>e</sup> session du Conseil d'administration jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2013, le Directeur général a enregistré les 37 ratifications suivantes de conventions internationales du travail.

#### **Belgique**

*Ratifications enregistrées le 2 octobre 2012:*

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

#### **Ex-République yougoslave de Macédoine**

*Ratifications enregistrées le 3 octobre 2012:*

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

#### **Fidji**

*Ratifications enregistrées le 21 janvier 2013:*

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

#### **Finlande**

*Ratification enregistrée le 9 janvier 2013:*

Convention du travail maritime, 2006

## **Grèce**

*Ratification enregistrée le 4 janvier 2013:*

Convention du travail maritime, 2006

## **Guyana**

*Ratification enregistrée le 17 septembre 2012:*

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

## **Honduras**

*Ratification enregistrée le 1<sup>er</sup> novembre 2012:*

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

## **Israël**

*Ratification enregistrée le 4 octobre 2012:*

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

## **Italie**

*Ratification enregistrée le 22 janvier 2013:*

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

## **Kazakhstan**

*Ratification enregistrée le 17 janvier 2013:*

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

## **République des Maldives**

*Ratifications enregistrées le 4 janvier 2013:*

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999



**Malte**

*Ratification enregistrée le 22 janvier 2013:*

Convention du travail maritime, 2006

**Maroc**

*Ratifications enregistrées le 10 septembre 2012:*

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Convention du travail maritime, 2006

**Maurice**

*Ratification enregistrée le 19 novembre 2012:*

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

**Portugal**

*Ratification enregistrée le 8 novembre 2012:*

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

**Soudan du Sud**

*Ratifications enregistrées le 29 avril 2012:*

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

## Dénonciation d'une convention

### Monténégro

14. Le Directeur général a enregistré, le 11 septembre 2012, la dénonciation par le Monténégro de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

## Entrée en vigueur d'une convention

15. L'article 21, paragraphe 2, de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, adoptée le 16 juin 2011 par la Conférence internationale du Travail réunie en sa 100<sup>e</sup> session, prévoit que cette convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées.
16. Les ratifications par l'Uruguay et par les Philippines ont été enregistrées par le Directeur général du Bureau international du Travail, le 14 juin 2012 et le 5 septembre 2012, respectivement. En conséquence, la convention entrera en vigueur le 5 septembre 2013.

## Ratifications/acceptations de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986

17. Depuis la préparation du document présenté à la 316<sup>e</sup> session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu les acceptations et la ratification suivantes:

Maroc	acceptation	10 septembre 2012
Myanmar	ratification	6 février 2013
Soudan du Sud	acceptation	30 novembre 2012

18. Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à **100**, y compris deux qui émanent d'Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable <sup>1</sup>.

## Ratifications/acceptations de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1997

19. Depuis la préparation du document présenté à la 316<sup>e</sup> session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu l'acceptation suivante:

Soudan du Sud	acceptation	30 novembre 2012
---------------	-------------	------------------

<sup>1</sup> A la date où ces lignes sont écrites, il manque 24 ratifications/acceptations d'Etats Membres pour que l'instrument entre en vigueur, y compris trois d'Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable.

20. Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à **122**, y compris six qui émanent d'Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable<sup>2</sup>.

### III. Administration interne

21. L'article 4.2 d) du Statut du personnel dispose que:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

22. Les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration.

#### M. André Bogui (Côte d'Ivoire)

Nommé conseiller principal au Cabinet du Directeur général (CABINET) et promu au grade D.1, avec effet au 15 novembre 2012.

Né en 1961, M. Bogui est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'une maîtrise ès sciences en comptabilité de la Kogod School of Business de l'American University (Washington, DC, Etats-Unis) et possède également d'autres diplômes en gestion et en finance.

Depuis qu'il est entré au BIT en 1999, M. Bogui a été spécialiste principal du développement et de la gestion des entreprises dans l'Equipe consultative multidisciplinaire pour l'Afrique sahélienne basée à Dakar (1999-2007), directeur adjoint puis directeur par intérim du Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud basé à New Delhi (2008-2010), et directeur du Bureau de pays de l'OIT pour le Bangladesh (2010-2012). M. Bogui a fourni un appui technique aux Etats Membres de l'OIT pour la formulation de politiques dans toute une série d'activités de création d'emplois et de développement des entreprises, et a conçu et mis en œuvre plusieurs programmes majeurs de coopération technique.

Avant d'entrer au BIT, M. Bogui avait occupé plusieurs postes: cofondateur et directeur général d'une société de conseil en gestion spécialisée dans la gestion stratégique, le développement du secteur privé et l'assistance aux entreprises et aux sociétés sur les questions relatives aux stratégies d'investissement; consultant principal en gestion pour la Banque mondiale; analyste financier principal pour des institutions financières privées; secrétaire exécutif d'un réseau panafricain d'institutions de formation au management parrainé par le BIT, l'ACDI et la Banque mondiale; maître de conférences en gestion stratégique dans plusieurs institutions internationales de formation à la gestion (CESAG, CAMPC, etc.). Il a aussi été directeur et formateur consultant au département marketing du Centre ivoirien de gestion des entreprises, spécialisé dans les services consultatifs et la promotion de l'entreprise. Tout au long de sa carrière, M. Bogui a été l'auteur d'approches novatrices dans plusieurs domaines, en particulier la conception et la gestion de

<sup>2</sup> A la date où ces lignes sont écrites, il manque deux ratifications/acceptations d'Etats Membres pour que l'instrument entre en vigueur.

programmes de coopération technique, ainsi que la conception et la promotion de la formation à la gestion et au leadership.

### **M. Michael Henriques (Danemark)**

Nommé conseiller principal de la Directrice générale adjointe pour les politiques (DDG/P) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2012, au grade D.2. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2008. Sa promotion au grade D.1 avait été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 1999.

### **M. Mohui Jiang (Chine)**

Nommé conseiller principal du Directeur général adjoint pour la gestion et la réforme (DDG/MR) avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2012, au grade D.1. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2012.

### **M. Mohamed Ali Ould Sidi (Mauritanie)**

Nommé coordonnateur des programmes intégrés de l'OIT dans les pays arabes en transition et chargé de liaison avec le Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes, avec effet au 15 novembre 2012, au grade D.1. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2009.

### **M. William Salter (Etats-Unis)**

Nommé conseiller principal de la Directrice générale adjointe pour les politiques (DDG/P), avec effet au 21 janvier 2013, au grade D.1. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2007.

## **IV. Publications et documents**

23. Figurent ci-dessous les documents et ouvrages disponibles depuis la 313<sup>e</sup> session (mars 2012) du Conseil d'administration. Ils sont en vente au BIT.

### **Conférence internationale du Travail**

24. Les rapports suivants, élaborés en vue de la 101<sup>e</sup> session (2012) de la Conférence internationale du Travail, sont parus en français, en anglais et en espagnol:

<i>Compte rendu des travaux</i>	Séance plénière, rapports des commissions, textes authentiques, résolutions, délégations
Rapport II	<i>Informations concernant le programme et budget et autres questions</i>
ILC.101/FIN	<i>Rapport financier et états financiers consolidés vérifiés pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2011 – Rapport du Commissaire aux comptes</i>

Rapport III(1A)	<i>Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations</i>
Rapport III(1B)	<i>Etude d'ensemble sur les conventions fondamentales concernant les droits au travail à la lumière de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable</i>
Rapport III(2)	<i>Document d'information sur les ratifications et les activités normatives</i>

25. Les rapports suivants, élaborés en vue de la 101<sup>e</sup> session (2012) de la Conférence internationale du Travail, sont parus en français, en anglais, en espagnol, en allemand, en russe, en arabe et en chinois:

Rapport I(A)	<i>Exécution du programme de l'OIT 2010-11</i>
Rapport IV(1)	<i>Socles de protection sociale pour la justice sociale et une mondialisation équitable</i>
Rapport IV(2A)	<i>Socles de protection sociale pour la justice sociale et une mondialisation équitable</i>
Rapport IV(2B)	<i>Socles de protection sociale pour la justice sociale et une mondialisation équitable</i>
Rapport V	<i>La crise de l'emploi des jeunes: Il est temps d'agir</i>
Rapport VI	<i>Principes et droits fondamentaux au travail: Traduire l'engagement en action</i>
Rapport APP	<i>Rapport du Directeur général: Annexe – La situation des travailleurs des territoires arabes occupés</i>

## Programme des activités sectorielles

26. Les rapports suivants sont parus en français, en anglais et en espagnol:

Rapport GDFECE/2012 (février 2012)	<i>Un bon départ: Education et éducateurs de la petite enfance</i>
Rapport GDFOGI/2012 (décembre 2012)	<i>Compétences, développement des ressources humaines et formation à la sécurité, actuels et à venir, dans l'industrie du gaz et du pétrole</i>
Rapport GDFCAI/2013 (février 2013)	<i>L'aviation civile: Un monde du travail en mutation</i>

## Publications périodiques

27. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées:

*Revue internationale du Travail*, vol. 151 (2012), n<sup>os</sup> 1-4 (anglais, français et espagnol); vol. 152 (2013), n<sup>o</sup> HS1 (numéro hors série) (anglais, français et espagnol) et n<sup>o</sup> 1 (sortie prévue en mars) (anglais, français et espagnol).

*Journal international de recherche syndicale*, vol. 4, n<sup>os</sup> 1-2 (2012) (anglais, français et espagnol).

## Publications non périodiques

28. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées (autres langues mentionnées entre parenthèses).

### **Français**

*Affronter la finance: Mobiliser les 99 pour cent en faveur du progrès économique et social* (aussi en anglais)

*Rapport mondial sur les salaires 2012/13* (aussi en anglais)

*L'OIT à l'épreuve de la mondialisation financière: Peut-on réguler sans contraindre?*

### **Anglais**

*Confronting finance: Mobilizing the 99 per cent for economic and social progress* (aussi en français et espagnol)

*Domestic workers across the world: Global and regional statistics and the extent of legal protection*

*Effective protection for domestic workers: A guide to designing labour laws*

*Eurozone job crisis: Trends and policy responses*

*Gender equality and decent work*

*Global Employment Trends 2013: Recovering from a second jobs dip*

*Global Employment Trends for Women 2012*

*Global Employment Trends for Youth 2012*

*Global Wage Report 2012/13* (aussi en français et espagnol)

*Globalizing Social Rights: The International Labour Organization and Beyond*

*Guidelines for Cooperative Legislation*, third edition

*International Standard of Occupations 2008 (ISCO-08)*, Vol. I

*KILM*, seventh edition

*Labour in the Global South: Challenges and Alternatives for Workers*

*Labour Markets of Emerging Economies: Has growth translated into more and better jobs?*

*Labour Overview* (aussi en espagnol)

*Maternity Protection Resource Package*

*Perspectives on Labour Economics for Development*

*Protecting the Poor*, Vol. II

*Rethinking Economic Growth: Towards Productive and Inclusive Arab Societies*

*World of Work Report 2012: Better jobs for a better economy*

*Working Towards Sustainable Development* (aussi en espagnol)

## **Espagnol**

*Hacia el desarrollo sostenible: Oportunidades para el trabajo decente y la inclusión social en una economía verde* (aussi en anglais)

*Informe Mundial sobre Salarios 2012/2013* (aussi en anglais)

*Informe Mundial sobre el Trabajo 2011* (anglais déjà publié)

*La crisis global: Causas, respuestas y desafíos* (anglais déjà publié)

*Migración laboral internacional: Un enfoque basado en los derechos* (anglais déjà publié)

*Panorama Laboral* (aussi en anglais)

*Plantar cara al poder financiero: Movilizar al 99 por ciento en defensa del progreso económico y social* (aussi en anglais)

## **CD-ROM et DVD**

**29.** Les CD-ROM et DVD suivants sont parus dans les langues indiquées:

*e-OSH 2012: Bibliothèque électronique sur la sécurité et la santé au travail* (trilingue anglais/français/espagnol)

*KILM, septième édition* (trilingue anglais/français/espagnol)

## **Contrats conclus avec des entreprises commerciales ou des organismes à but non lucratif**

**30.** On trouvera ci-après la liste des contrats conclus depuis la 313<sup>e</sup> session du Conseil d'administration:

Global Employment Trends 2012. Preventing a deeper jobs crisis (édition originale en anglais, coédition)	Academic Foundation, Inde
World of Work Report 2012. Better jobs for a better economy (édition originale en anglais, coédition)	" "
Perspectives on labour economics for development (édition originale en anglais, coédition)	" "

Global Wage Report 2012-13. Wages, social stability and economic rebalancing (édition originale en anglais, coédition)	" "
Work sharing: New developments during the Great Recession and beyond (édition originale en anglais, coédition)	Edward Elgar Publishing Ltd., Royaume-Uni
The public sector shock. The impact of policy retrenchment in Europe (édition originale en anglais, coédition)	" "
Protecting the poor. A microinsurance compendium, Volume II (édition originale en anglais, coédition)	Münchener Rück Stiftung (Munich Re Foundation), Allemagne
The labour markets of emerging economies. Has growth translated into more and better jobs (édition originale en anglais, coédition)	Palgrave Macmillan, Royaume-Uni
The global crisis. Causes, responses and challenges (espagnol, coédition)	Ministerio de Empleo y Seguridad Social, Espagne
World of Work Report 2011. Making markets work for jobs (espagnol, coédition)	" "
Le VIH et SIDA dans le milieu professionnel de l'éducation et en Afrique de l'Ouest et centrale, France (français, coédition)	Organisation des Nations Unies pour la science et la culture (UNESCO), France
Making microfinance work. Managing product diversification (réimpression)	Bookwell, Inde
Inspection of labour conditions on board ship: Guide-lines for procedure (réimpression)	US Coast Guard, Etats-Unis
Introduction to work study – fourth (revised) edition (réimpression)	Universal Publishing Corporation, Inde
Conocer los derechos fundamentales en el trabajo (réimpression)	Asociación de Investigación y Estudios Sociales (ASIES), Guatemala
World of Work Report 2012. Better jobs for a better economy (en chinois)	China Financial and Economic Publishing House, Chine
Global Employment Trends 2012. Preventing a deeper jobs crisis (en chinois)	" "
Approaches to Attribution of Detrimental Health Effects to Occupational Ionizing Radiation Exposure and their Application in Compensation Programmes for Cancer (OSH 73) (en chinois)	National Institute for Radiological Protection, Chine



Stress Prevention at Work Checkpoints: Practical improvements for stress prevention in the workplace (en chinois)	Hong Kong Workers' Health Centre, Hong-kong, Chine
Forced Labour and Human Trafficking: Casebook of Court Decisions. A training manual for judges, prosecutors and legal practitioners (en chinois (mandarin), PDF)	Legal Aid Foundation, Taïwan, Chine
Global Dialogue Forum on the Needs of Older Workers in Relation to Changing Work Processes and Working Environment in Retail Commerce. Final Report of the Discussion, Geneva, 21-22 September 2011 (en japonais, PDF)	UNI-LC Japan, Japon
Global Dialogue Forum on the Needs of Older Workers in Relation to Changing Work Processes and Working Environment in Retail Commerce. Final Report of the Discussion, Geneva, 21-22 September 2011 (en japonais)	" "
Participatory action-oriented training (en japonais)	Institute for Science of Labour (ISL), Japon
Stress Prevention at Work Checkpoints: Practical improvements for stress prevention in the workplace (en japonais)	" "
Promoting Equity: Gender-neutral job evaluation for equal pay: A step-by-step guide (en japonais)	Ittoshia Incorporated (Publishers), Japon
World of Work Report 2012. Better jobs for a better economy (en japonais)	" "
Global Employment Trends 2012. Preventing a deeper jobs crisis (en japonais)	" "
Global Wage Report 2012-13. Wages, competition and collective outcomes (en japonais)	" "
Guidelines for labour inspection in forestry (en japonais)	Japan Forestry Investigation Committee, Japon
Learning from the first qualifications frameworks. Employment Working Paper No. 45 (en coréen)	Human Resources Development Service of Korea, République de Corée
Skills for green jobs: A global view. Synthesis report based on 21 country studies (en coréen)	Work Together Foundation, République de Corée

Reconciling work and family responsibilities. Practical ideas from global experience (en coréen)	Yangseowon, République de Corée
Manual on the measurement of volunteer work (en monténégrin)	Association for Democratic Prosperity – ZID, Monténégro
Freedom of Association: Digest of decisions and Principles of the Freedom of Association Committee of the Governing Body of the ILO, fifth edition (en polonais)	NSZZ Solidarność, Pologne
Fundamental Principles and Rights at Work: From commitment to action. Recurrent discussion under the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization and the follow-up to the ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work (en portugais)	Comissão para a Igualdade e o Trabalho no Emprego (CITE), Portugal
The Youth Employment Crisis. ILC 2012. Report V (en portugais)	Cooperativa António Sérgio para a Economia Social, Portugal
Driving for change. A training toolkit on HIV/AIDS for the road transport sector (en portugais)	Federação dos Sindicatos de Transportes e Comunicações, Portugal
Guidelines for the use of the ILO international classification of radiographs of pneumoconioses (OSH 22) (revised edition 2011) (en portugais)	FUNDACENTRO, Brésil
La libertad sindical. Recopilación de decisiones y principios del Comité de Libertad Sindical del Consejo de Administración de la OIT Quinta edición (revisada) (en portugais)	Ltr Editora Ltda., Brésil
Decent work for domestic workers. C.189 and R.201 at a glance (en portugais)	Ministério da Administração Interna, Portugal
Convenção N.º 189. Trabalho Digno para o Trabalho Doméstico (factsheet) (en portugais)	" "
Promoting safety and health in a green economy. World Day for Safety and Health at Work. 28 April 2012 (en portugais)	Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social, Portugal

Promoting safety and health in a green economy. World Day for Safety and Health at Work. 28 April 2012 (en roumain)	Ministry of Labour, Family and Social Protection, Roumanie
Working towards sustainable development. Opportunities for decent work and social inclusion in a green economy (en espagnol)	Sustainlabour, Espagne
Project design manual. A step-by-step tool to support the development of cooperatives and other forms of self-help organization (en espagnol, CD-ROM)	Junta Nacional del Café, Pérou
Global Wage Report 2008-09. Minimum wages and collective bargaining: Towards policy coherence (en turc, PDF)	Istanbul Sabahattin Zaim University, Turquie
Global Wage Report 2010-11. Wage policies in time of crisis (en turc, PDF)	" "
Safety and health in agriculture. An ILO code of practice (2011 edition) (en turc)	Centre for Labour and Social Security Training and Research, Turquie
Trade Unions and the Global Crisis: Labour's visions, strategies and responses (en turc)	Eflatun Publishing House/Efil Yayinevi, Turquie
There is an alternative: Economic policies and labour strategies beyond the mainstream (en turc)	" "
Ergonomic checkpoints in agriculture. Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions in agriculture (en turc)	" "
Toolkit on poverty reduction through tourism (en vietnamien)	Environmentally and Socially Responsible Tourism, Viet Nam
Occupational safety and health glossary. Words and expressions used in safety and health at work (en vietnamien)	Vietnam Occupational Safety and Health Association (VOSHA), Viet Nam

### Accords avec des bibliothèques et bases de données numériques

Amazone Documentatiecentrum, Belgique (quatre titres autorisés)

Barbour / United Business Media Information Ltd., Royaume-Uni (trois titres autorisés)

EBSCO Publishing, Etats-Unis, Publisher eContent Agreement (43 titres autorisés)

Ebrary, Etats-Unis, Electronic Distribution Agreement (43 titres autorisés)

Ebooks Corporation Limited, Australie, Distribution Agreement (43 titres autorisés)

LexisNexis/Proquest, Etats-Unis (18 titres autorisés)

Agência para a Coesão Territorial (AGECTA), Région autonome des Açores, licence logicielle (plate-forme CIARIS autorisée)

Research Papers in Economics (RePEc), Etats-Unis, Open Access Bibliographic database agreement (16 Working Paper Series autorisées)